International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire

Colette Bernier, avec la collaboration de Catherine Teiger, *Le Travail en mutation. Nouvelles technologies, qualification et formation dans les emplois du secteur tertiaire au Québec*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, 168 pages

Numéro 25 (65), printemps 1991

Le travail : autres réalités, autres regards

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033923ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033923ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1991). Colette Bernier, avec la collaboration de Catherine Teiger, *Le Travail en mutation. Nouvelles technologies, qualification et formation dans les emplois du secteur tertiaire au Québec*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, 168 pages. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (25), 176–176. <https://doi.org/10.7202/1033923ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1991

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Colette Bernier, avec la collaboration de Catherine Teiger, *Le Travail en mutation. Nouvelles technologies, qualification et formation dans les emplois du secteur tertiaire au Québec*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, 168 pages.

Q — Le travail en mutation : pourquoi parler de mutations et de quelles mutations s'agit-il ?

R — Commencée au début des années 1980, cette étude s'est inscrite dans le débat sociologique alors dominant, qui opposait pessimistes et optimistes au sujet de l'évolution de la qualification des emplois face aux nouvelles technologies. Au départ, nous pensions pouvoir, sinon trancher, du moins enrichir le débat par des analyses minutieuses de terrain associant à une analyse sociologique de la structure des qualifications et de l'organisation du travail, des analyses ergonomiques de postes de travail.

Les résultats de nos études de cas ont vite démontré que la façon de poser le problème en termes d'évolution du travail n'avait plus beaucoup de signification : ne fallait-il pas plutôt parler de mutations du travail ? En effet, les changements qui se déroulaient sous nos yeux étaient plus qu'une simple évolution du travail susceptible de se traduire par sa déqualification ou sa requalification ; il s'agissait de changements fondamentaux au modèle taylorien d'organisation et de qualification du travail.

Ce nouveau questionnement nous a amenées à revoir la notion de qualification. La qualification n'était-elle pas plus que les compétences nécessaires à la réalisation du travail concret ? L'analyse ne devait-elle pas sortir du cadre étroit du poste de travail et de l'entreprise ? Ne fallait-il pas étudier la qualification

comme un « fait social » mettant en scène non seulement le système de production comme tel, mais aussi le système de formation qui vise la production de ces qualifications et le système de relations professionnelles qui concourt à leur reconnaissance sociale ? Nous parlons alors, avec d'autres auteurs, d'un modèle ou d'une logique de la qualification comme cohérence de divers éléments à divers niveaux de la réalité sociale.

Ambitieux programme de recherche, qui nous fait parler des résultats que contient ce livre comme d'une première étape dans l'analyse des mutations de la qualification du travail. En effet, l'étude couvre de façon approfondie, dans les trois secteurs étudiés (banques, entreprises d'utilités publiques et éducation), les nouveaux faits d'organisation associés à des contenus de travail et à des types de formation tout aussi nouveaux. Mais elle n'a pas l'ambition de trancher la question de la mise en place d'un nouveau modèle social de la qualification généralisable à l'ensemble de la société québécoise.

D'ailleurs, peut-on parler d'un modèle unique quand nos études de terrain nous placent devant divers aspects contradictoires des mutations en cours ? Par exemple, reprenant les principales conclusions de ce livre, on peut dire que se profile actuellement une tendance à la polyvalence des emplois mais que celle-ci s'applique différemment selon les catégories de personnels : une polyvalence de type « addition de tâches simples » est sou-

vent réservée au personnel moins qualifié alors qu'une plus grande spécialisation autour de tâches enrichies est le plus souvent réservée au personnel déjà qualifié. Tout ceci vient battre en brèche l'idée d'une requalification générale du travail sur la base d'une nouvelle polyvalence des emplois.

Par ailleurs, plusieurs aspects nouveaux, liés au contenu des tâches informatisées et mis en évidence dans nos études, viennent en contradiction avec les modes de gestion de la main-d'œuvre ainsi qu'avec la réalité des relations de travail au Québec. Le fait que le travail devienne plus complexe, qu'il prenne un caractère plus collectif et qu'il fasse davantage appel à une adhésion des salariés aux objectifs de l'entreprise exige la mise en place de formes nouvelles d'organisation du travail et de formation. Nos études de cas ont pu mettre en évidence de telles mutations au niveau de l'organisation du travail ainsi que de la formation du personnel. Par contre, les mutations actuelles du travail exigent également un nouveau mode de relations professionnelles autour des idées de participation et de concertation.

L'accent mis dans cette étude sur l'analyse minutieuse de postes de travail ne nous aura pas permis d'approfondir cette question des relations professionnelles. Mais il nous semble qu'une telle recherche de terrain était d'abord nécessaire pour jeter les bases d'une analyse plus globale, sociale pourrait-on dire, de la qualification, à l'heure où tant de changements importants se négocient. Aussi voyons-nous très concrètement la poursuite de cette première recherche dans un élargissement de l'analyse sociologique au champ de la confrontation et de la négociation du nouveau modèle entre les acteurs en présence, notamment le patronat et les syndicats. C'est peut-être là d'ailleurs que l'analyse sociologique prendra toute son envergure.

Réponses de Colette Bernier